

Cote du document:	EB 2013/108/R.20
Point de l'ordre du jour:	11
Date:	18 mars 2013
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Procédures et définitions pour la détermination des ressources disponibles pour engagement sur la base du principe du flux de trésorerie durable

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Iain McFarlane Kellet

Vice-Président adjoint,
Département des opérations financières
téléphone: +39 06 5459 2403
courriel: i.kellet@ifad.org

Allegra Saitto

Comptable et Chef de l'Unité chargée
de la gestion de bilan
téléphone: +39 06 5459 2405
courriel: a.saitto@ifad.org

Michael Travisano

Chargé de la modélisation des ressources
Unité chargée de la gestion de bilan
téléphone: +39 06 5459 2543
courriel: m.travisano@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent huitième session
Rome, 10-11 avril 2013

Pour: **Information**

Procédures et définitions pour la détermination des ressources disponibles pour engagement sur la base du principe du flux de trésorerie durable

Résumé

1. La Consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA9) a porté principalement sur la nécessité d'assurer la santé financière à long terme du Fonds par l'établissement des projections relatives aux ressources du FIDA suivant le principe du flux de trésorerie durable.
2. Comme il est demandé dans le Rapport de la Consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA (GC 35/L4), le présent document expose les définitions et les procédures relatives à la détermination des ressources disponibles pour engagement au titre du programme de prêts et dons du FIDA suivant le principe du flux de trésorerie durable, le pouvoir d'engagement anticipé (PEA) étant alors un indicateur dérivé à des fins d'information seulement.

Contexte

3. Telles qu'elles sont définies à la section 1 de l'article 4 de l'Accord portant création du FIDA, les ressources disponibles pour engagement sont des ressources en monnaies librement convertibles octroyées par les États membres ou par d'autres bailleurs; des ressources qui proviennent ou proviendront des opérations; ou des remboursements des prêts par les emprunteurs, pour autant que ces ressources n'aient pas déjà été engagées au titre de prêts et de dons ou affectées à la Réserve générale.
4. Conformément à la section 2 b) de l'article 7 de l'Accord portant création du FIDA, il appartient au Conseil d'administration de déterminer la proportion des ressources du Fonds à engager durant tout exercice pour financer les opérations.
5. Par le passé, le Conseil d'administration examinait, à chacune de ses sessions, les prêts et dons soumis à son approbation sur la base d'un état des ressources disponibles pour engagement. Cet état servait à garantir que les fonds étaient disponibles et suffisants pour financer les prêts et les dons présentés pour approbation durant la session ou par le biais de la procédure de défaut d'opposition avant la session suivante du Conseil.
6. Jusqu'à la fin de la période de la huitième reconstitution, le principe et la méthode appliqués pour déterminer les ressources disponibles pour engagement étaient les suivants:
 - a) Seuls les paiements effectifs reçus en espèces ou sous forme de billets à ordre étaient inclus dans les ressources disponibles pour engagement. La valeur des instruments de contribution pour lesquels un paiement en espèces ou sous forme de billet à ordre n'avait pas été acquitté était exclue des ressources disponibles pour engagement.
 - b) Des provisions étaient constituées pour les billets à ordre impayés, les ressources disponibles pour engagement étant réduites en conséquence.
 - c) Les billets à ordre et les engagements au titre des prêts (prêts en vigueur non décaissés, prêts approuvés et signés mais non encore entrés en vigueur et prêts non encore signés) ainsi que les dons non décaissés étaient comptabilisés à leur valeur nominale dans l'état des ressources disponibles pour engagement, cet état étant un document de travail établi à des fins de gestion uniquement.

- d) Le Conseil d'administration était autorisé à recourir au PEA avec prudence pour compenser, d'une année à l'autre, l'insuffisance des ressources disponibles pour engagement et pour constituer une ressource de réserve. Le PEA permettait au FIDA d'utiliser les remboursements stables et prévisibles de ses prêts comme base du pouvoir d'engagement.
7. Le Conseil des gouverneurs, à sa vingtième session tenue en février 1997, a autorisé le recours au PEA et à cette fin a modifié l'Accord portant création du FIDA. Le principal objet du PEA était de compenser, une année donnée, le montant insuffisant des ressources disponibles pour les engagements au titre des prêts et dons à financer, par suite de retards dans le paiement des contributions, de la volatilité du produit des placements et/ou d'arriérés de paiement et de remboursement au titre des prêts accordés par le Fonds. Le PEA a été utilisé pour la première fois en 2001 (au début de la période de FIDA6) avec un plafond de 450 millions d'USD (soit à peu près l'équivalent du montant total des remboursements de prêts attendus au cours des trois années suivantes). Le plafond du PEA a ensuite été porté à l'équivalent de cinq années de remboursements futurs des prêts pour la période de FIDA7, puis à l'équivalent de sept années pour la période de FIDA8.
8. La résolution 166/XXXV relative à la neuvième reconstitution des ressources du FIDA dispose que: "À compter du 1^{er} janvier 2013, lorsque le Conseil d'administration autorise l'engagement anticipé de fonds provenant des opérations en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 7.2 b) de l'Accord, la capacité d'engagement du Fonds sera évaluée et déterminée, conformément au principe du flux de trésorerie durable, par une mise en rapport des obligations financières (sorties de fonds) découlant des engagements avec les ressources actuelles et les rentrées de fonds prévues." Par rapport à la pratique adoptée lors des reconstitutions antérieures, cette méthodologie, qui sera appliquée durant la période de FIDA9, constitue un changement majeur dans la composition et la détermination des ressources disponibles pour engagement.

Capacité financière du FIDA prévue sur la base du principe du flux de trésorerie durable

9. La Consultation sur FIDA9 s'est concentrée sur la santé financière à long terme du Fonds, estimant que le niveau du programme de prêts et dons au cours de la période de FIDA9 devait reposer, d'abord et avant tout, sur le principe du flux de trésorerie durable. Un certain niveau de programme de prêts et dons est considéré comme satisfaisant au principe du flux de trésorerie durable si, au cours des 40 prochaines années, au vu des prévisions relatives à toutes les entrées et sorties de fonds découlant des programmes de prêts et dons actuels et futurs et des obligations correspondantes, la liquidité du FIDA (c'est-à-dire le solde de sa trésorerie et de ses placements) ne tombe jamais au-dessous du seuil minimum obligatoire stipulé dans sa politique en matière de liquidité¹. "L'une des grandes différences entre l'approche proposée [flux de trésorerie durable] et celle qui a été appliquée pour les reconstitutions précédentes est que le plafond du PEA est maintenant un indicateur *dérivé*, et non plus un postulat du modèle financier." (REPL.IX/2/R.5, p. 5.)
10. La logique du principe du flux de trésorerie durable est étayée par le modèle financier du FIDA, qui sert à prévoir toutes les entrées et sorties de fonds découlant des engagements passés, présents et futurs. Au cours de la Consultation sur FIDA9, les hypothèses et le modèle financiers du FIDA ont été audités par des auditeurs externes, qui n'ont constaté aucune erreur ou anomalie.

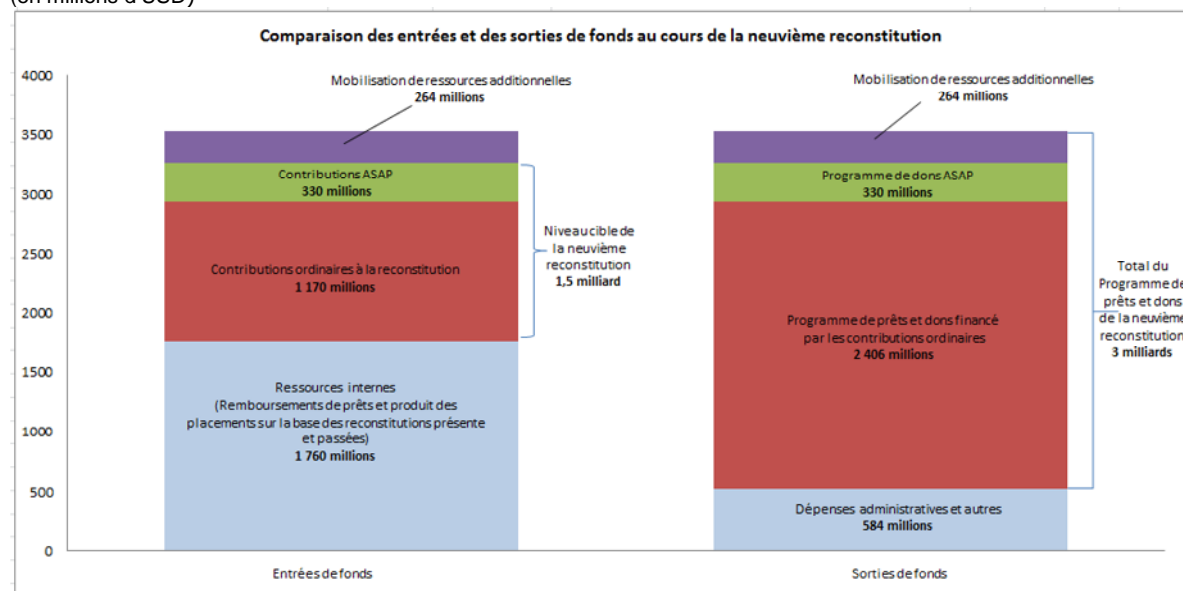
¹ EB 2006/89/R.40.

11. Tous les principaux éléments des flux de trésorerie du FIDA ont été analysés dans le modèle financier du FIDA sur la base de paramètres négociés pour la période de la reconstitution. À savoir:
- a) Entrées de fonds:
 - i) Contributions des membres (encaissements au titre de la reconstitution)
 - ii) Remboursements de prêts (principal et intérêts)
 - iii) Produit des placements
 - b) Sorties de fonds:
 - i) Décaissements de prêts et dons du FIDA
 - ii) Dépenses de fonctionnement
 - iii) Dépenses au titre de l'initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTTE)
12. La Consultation sur FIDA9 a abouti à la fixation d'un objectif de reconstitution de 1,5 milliard d'USD et d'un programme de prêts et dons de 3,0 milliards d'USD². Le graphique 1 représente les entrées de fonds au cours de FIDA9 pour financer un programme de prêts et dons de 3,0 milliards d'USD ainsi que les dépenses administratives et autres, nécessaires à son exécution. Ces soldes comprennent les contributions complémentaires au titre du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) et les dons qui doivent être spécifiquement approuvés dans ce contexte. Les entrées de fonds comprennent aussi les ressources supplémentaires à mobiliser sous la forme de nouvelles adhésions ou de nouveaux mécanismes de financements supplémentaires. Dans le calcul des ressources disponibles pour engagement, seules les contributions annoncées sont comptabilisées, bien qu'il soit probable que des ressources supplémentaires seront apportées au cours de la période de FIDA9 sous la forme de contributions de nouveaux membres et de contributions complémentaires issues de nouvelles modalités de financement.

Graphique 1

Comparaison des entrées et des sorties de fonds au cours de FIDA9

(en millions d'USD)



² Au 31 décembre 2012, les engagements relatifs au Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) atteignaient 330 millions d'USD. Si l'on considère que le niveau cible de la neuvième reconstitution a été fixé à 1,5 milliard d'USD, les ressources ordinaires du FIDA représentent au total 1,17 milliard d'USD.

13. À l'exception des contributions complémentaires à l'ASAP et du programme de dons qui s'y rapporte, les prévisions financières qui en découlent font apparaître un flux de trésorerie provenant des contributions ordinaires des membres au titre de FIDA9 à hauteur de 1,17 milliard d'USD et un programme de prêts et dons de 2,4 milliards d'USD. En conséquence, ces prévisions ont un horizon temporel de 40 à 50 ans sur la base de la durée des prêts accordés par le FIDA à des conditions particulièrement favorables.
14. Le principe du flux de trésorerie durable permet de garantir que la liquidité nette (entrées de fonds moins sorties de fonds) au cours de cette période de 40 à 50 ans sera supérieure au seuil minimum de liquidité obligatoire. Comme il est prévu dans la politique du FIDA en matière de liquidité, et afin de garantir un flux de trésorerie durable, le FIDA doit conserver à tout moment des liquidités équivalant à 60% au moins du montant annuel brut des décaissements ainsi que de tous besoins supplémentaires éventuels résultant de chocs de liquidité.
15. Dans le scénario de base de FIDA9, les décaissements bruts (sorties de fonds) au 19 février 2013 sont estimés en moyenne à 947 millions d'USD par an. Les besoins supplémentaires éventuels résultant de chocs de liquidité sont évalués à 51 millions d'USD. Par conséquent, pour la période de FIDA9, le seuil de liquidité minimum serait égal à 60% de 998 millions d'USD, soit 599 millions d'USD (voir tableau ci-dessous).

Tableau

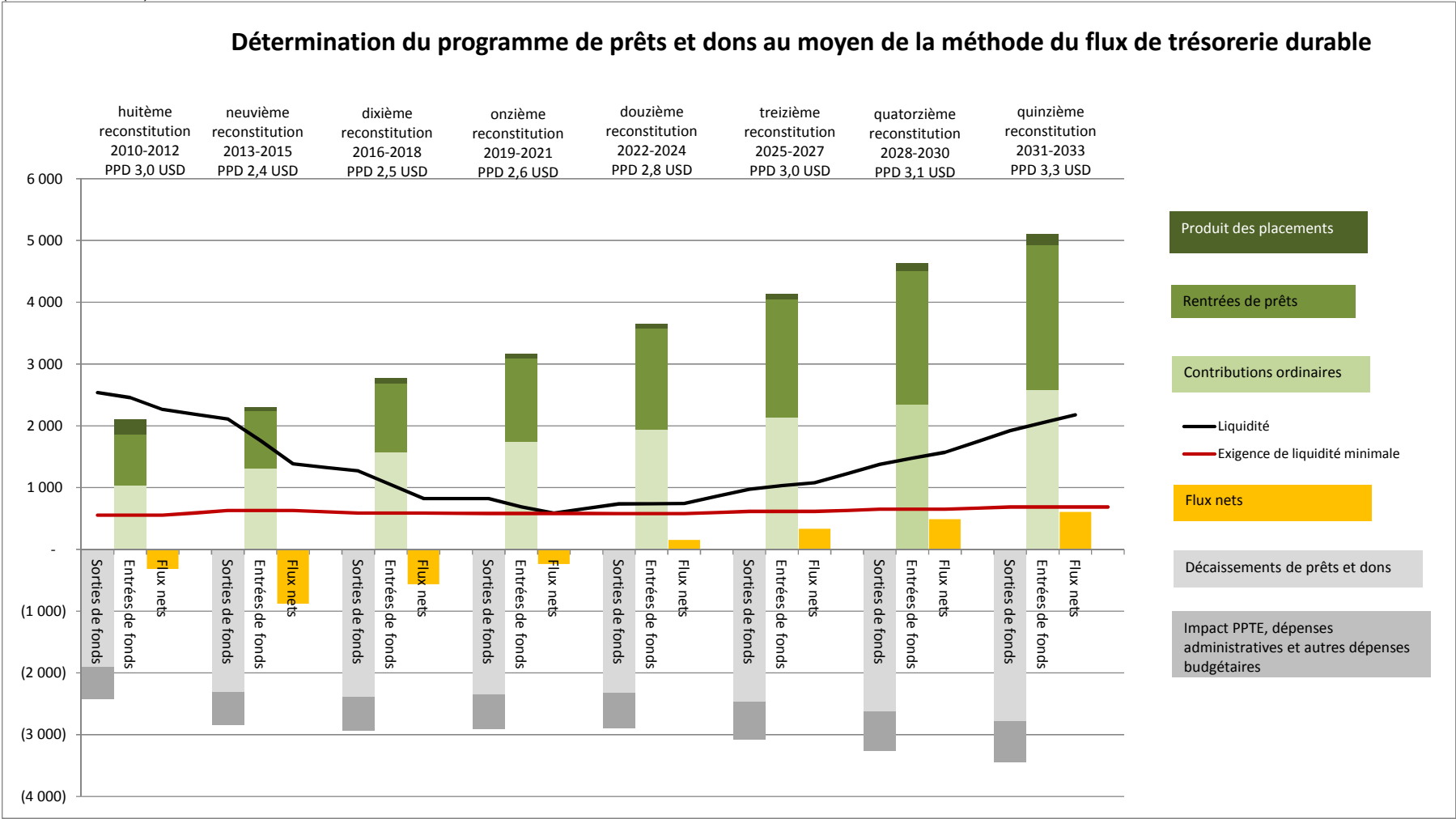
Impact des chocs de liquidité sur les besoins de trésorerie du FIDA en 2013-2015

(en millions d'USD)

	Montant
a) Décaissements moyens bruts annuels (sorties de fonds) en 2013-2015, scénario de base	947
b) Besoins supplémentaires éventuels résultant de chocs de liquidités:	51
Retards dans les encaissements	28
Augmentation des arriérés de paiement sur les prêts	6
Baisse du produit des placements	17
c) Total a) + b)	998
d) Seuil de liquidité minimum (60% du total)	599

16. Le graphique 2 (et le tableau 1 figurant en annexe) indique l'impact des flux de trésorerie sur la liquidité du FIDA jusqu'à FIDA15 (2033) et compare le programme de prêts et dons qui en découle avec le seuil minimum de liquidité. Une diminution des ressources internes du FIDA est perceptible au cours des dix prochaines années, du fait qu'un montant maximum de liquidités (compatible avec le respect du seuil de liquidité requis) est alloué au programme de prêts et dons. Ensuite, le niveau de liquidité remonte car les rentrées de fonds dépasseront le montant des décaissements. Si, au cours d'une reconstitution quelconque, le taux de liquidité en fin d'année, par rapport aux décaissements bruts prévus pour la même année, tombait au-dessous de 60%, le flux de trésorerie du FIDA serait alors considéré comme non durable. Par conséquent, il ressort du graphique 2 que la résilience financière à long terme du Fonds est forte et apte à soutenir le niveau actuel et futur prévu du programme de prêts et dons. Plus précisément, le seuil de liquidité résultant du programme de prêts et dons proposé est estimé à 62% des décaissements prévus pour FIDA11, chiffre supérieur au seuil minimum de 60% et par conséquent sans impact sur le flux de trésorerie durable du FIDA.
17. Il en découle implicitement pour 2013 un PEA équivalant à 6,9 ans. De plus amples informations sur les flux de trésorerie prévus figurent dans le tableau 1 de l'annexe.

Graphique 2*
Flux de trésorerie et liquidité du FIDA
 (en millions d'USD)



Note: PPD: programme prêts et dons.

* Les principales hypothèses sur lesquelles sont fondés les chiffres ci-dessus sont les suivantes: un profil de décaissement des prêts de 10 ans; un taux moyen d'annulations de prêts de 13%; une croissance des dépenses administratives correspondant au taux de l'inflation après FIDA9; un taux de rendement du portefeuille de placements de 1% pour 2013-2015, de 2,0% pour 2016 et de 3,0% à partir de 2017; un profil d'encaissement des contributions des Membres à la reconstitution basé sur la tendance de FIDA8; un taux d'inflation de 2% par an.

Procédures

18. Comme le prévoit la résolution 166/XXXV du Conseil des gouverneurs, le Conseil d'administration autorisera la capacité d'engagement sur la base du principe du flux de trésorerie durable. Vu l'horizon temporel à long terme du principe du flux de trésorerie durable, il serait judicieux que le pouvoir d'engagement soit approuvé une fois par an, parallèlement à l'approbation du programme de prêts et dons, afin d'évaluer correctement la viabilité financière à long terme du Fonds.
19. Avant sa présentation annuelle au Conseil d'administration pour approbation, la prévision à long terme de la position du flux de trésorerie durable, y compris l'appui ou non au niveau prévu du programme de prêts et dons, sera examinée par le Comité d'audit.
20. Le Comité d'audit et le Conseil d'administration recevront un état des ressources disponibles pour engagement fondé sur le principe du flux de trésorerie durable deux fois au cours de l'année 2013, c'est-à-dire aux sessions de mars-avril et de novembre-décembre.

Conclusions

21. Le principe du flux de trésorerie durable permet de dégager un montant maximum de ressources disponibles à l'usage des projets. Il est conforme à la politique du Fonds en matière de liquidité et est aligné sur la pratique des autres institutions financières internationales (Banque mondiale, Fonds africain de développement et Fonds asiatique de développement). Il permet en outre la modification des hypothèses sous-jacentes au modèle financier qui ont un impact sur les flux de trésorerie prévus. Il s'ensuit que, si par suite de l'évolution des circonstances, des mesures correctives s'imposent, le principe du flux de trésorerie durable fournit un avertissement précoce et clair de la nécessité d'agir.

Tableau 1
Liquidité globale – solde et flux de trésorerie durable au 20 février 2013
 (en millions d'USD)

	2013 ^d	FIDA9 2014	2015	FIDA10	FIDA11	FIDA12	FIDA13	FIDA14	FIDA15
Programme de prêts et dons ^a	836	900	630	2 479	2 631	2 792	2 963	3 144	3 336
Liquidité en début de reconstitution	2 270	2 116	1 766	1 390	829	593	748	1 083	1 576
Entrées de fonds									
Rentrées de prêts	287	297	313	1 073	1 273	1 513	1 707	1 873	1 974
Contributions ^b	435	279	295	1 210	1 337	1 475	1 610	1 748	1 895
Produit des placements	22	19	16	90	67	65	88	126	176
Sorties de fonds									
Décaissements	(747)	(777)	(794)	(2 384)	(2 356)	(2 325)	(2 467)	(2 620)	(2 781)
Impact PPTE	0	(12)	(51)	(67)	(45)	(29)	(26)	(21)	(9)
Dépenses administratives et autres dépenses budgétaires	(150)	(153)	(150)	(471)	(500)	(531)	(563)	(598)	(634)
Immobilisations	(4)	(4)	(4)	(12)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)
Mécanisme de financement du développement des programmes (MFDP)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Liquidité en fin de reconstitution	2 116	1 766	1 390	829	593	748	1 083	1 576	2 181
Pourcentage de liquidité par rapport aux décaissements ^c	235	187	139	84%	62%	77%	104%	143%	187%

^a Le programme de prêts et dons ne comprend pas les dons relatifs au Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP).

^b Les contributions incluent les encaissements/tirages ainsi que les contributions en espèces (y compris les contributions supplémentaires), à l'exclusion de celles qui se rapportent à l'ASAP.

^c L'exigence de liquidité minimale est par définition la liquidité minimum en fin d'année, fixée à 60% de sorties de fonds annuelles brutes (décaissements de prêts et dons, impact PPTE, dépenses administratives et autres dépenses budgétaires, immobilisations et MFDP). Un pourcentage supérieur à 60% indique un flux de trésorerie durable pour la période.

^d Le pouvoir d'engagement anticipé (PEA) dérivé pour 2013 est estimé à 6,9 années.

Note: Les principales hypothèses sur lesquelles sont fondés les chiffres ci-dessus sont les suivantes: un profil de décaissement des prêts de 10 ans; un taux moyen d'annulations de prêts de 13%; une croissance des dépenses administratives correspondant au taux de l'inflation après FIDA9; un taux de rendement du portefeuille de placements de 1% pour 2013-2015, de 2,0% pour 2016 et de 3,0% à partir de 2017; un profil d'encaissement des contributions des membres à la reconstitution fondé sur la tendance de FIDA8; un taux d'inflation de 2% par an. On suppose que le principal au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) sera compensé au fur et à mesure par les pays membres.

Le tableau ci-dessous détaille les principaux facteurs de risque mentionnés dans le tableau du corps du texte.

Tableau 2

Chocs de liquidité et hypothèses correspondantes

<i>Type de crise de liquidité</i>	<i>Hypothèse</i>
Retards dans l'encaissement des contributions	Le modèle financier de base repose sur l'hypothèse d'un profil d'encaissement prévoyant que 83% des fonds seront reçus au cours des trois premières années. Il y a crise si 73% seulement des fonds sont reçus au cours des trois premières années.
Augmentation des arriérés de paiement sur les prêts	La crise correspond à un taux de 3% par an d'arriérés de paiement à partir de 2013, contre un scénario de base de 0,02% par an.
Variation du rendement des placements	Le modèle de base prévoit un rendement de 1% des placements en 2013-2015, 2% en 2016, puis 3% à partir de 2017. La crise se déclenche avec un rendement de 0% en 2013, un rendement de - 0,5% en 2014, un rendement de 1% en 2015, de 2% en 2016, et de 3% à partir de 2017.